

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE
LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
séance du 26 juin 1997

PRESENTS

Madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, Président.

Section française:

Monsieur BERTOUILLE, vice-président;

Madame SOUGNE, messieurs CHERUY et LURQUIN, membres effectifs.

Section néerlandaise:

Monsieur VAN EECKAUTE, vice-président,

Messieurs BOES, MEEUS et VAN BUYTEN, membres effectifs.

Section germanophone:

Monsieur WEHR, membre effectif

Secrétaires:

Monsieur BUSINE, directeur d'administration,

Monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration - adjoint bilingue

29.163/I/PN
CV/KB

Par lettre du 27 mai 1997, le Ministre de la Fonction publique a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL) au sujet d'un projet d'AR fixant les cadres linguistiques du Ministère de la Fonction publique.

Sur la base des articles 60, § 1er et 61, §§ 2 et 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.) la C.P.C.L. siégeant sections réunies, a examiné ce projet en séances des 19 et 26 juin 1997 et a émis l'avis suivant.

*

*

*

Le Ministère de la Fonction publique a été créé par l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et formation du cadre du Ministère de la Fonction publique modifié par les arrêtés royaux du 6 avril 1995 et du 6 février 1996.

Le Ministère de la Fonction publique se compose des administrations suivantes:

■ au 1er janvier 1995:

1. Le Secrétariat général
2. Le Secrétariat permanent de Recrutement (S.P.R.)
3. Le Service d'Administration générale (S.A.G.)
4. La Direction générale de la Sélection et de la Formation (D.G.S.F.)

Pour ces administrations, les cadres linguistiques ont été fixés par AR du 31 janvier 1995.

■ Au 1er janvier 1996:

- 1) L'Administration du Comité supérieur de contrôle
- 2) L'Office central des Fournitures, appelé désormais Bureau fédéral d'Achats.

■ Au 1er janvier 1998:

l'Administration du Comité supérieur de contrôle sera transférée au Ministère de la Justice à l'exception d'une cellule constituant le Service des Marchés publics et des Subventions (Décision du Conseil des Ministres du 14 mars 1997).

Compte tenu de ces différents changements et du caractère transitoire du cadre organique jusqu'au 31 décembre 1997, les cadres linguistiques entrent en vigueur au 1er janvier 1998.

A cette date, l'arrêté royal du 31 janvier 1995 fixant les cadres linguistiques du Ministère de la Fonction publique est abrogé.

Le Ministre propose de répartir comme suit les emplois prévus au cadre organique entre les cadres linguistiques:

1. Services de la Fonction publique

Degrés de la hiérarchie	Cadre emplois permanents (256)				Cadre emplois en extinction (13)	
	cadre F	Cadre N	F bilingue	N bilingue	F	N
1	5	5	1	1		
2	10	11	2	2	5	4
3	26	26			2	1
4	6	6				
5	38	39				
6	27	29				1
7	11	11				

2. Corps des conseillers de la Fonction publique (22)

Degré de la hiérarchie	Cadre F	Cadre N	F bilingue	N bilingue
2	9	9	2	2

3. Corps des agents chargés des missions d'appui du Service des Marchés publics et des Subventions. (8)

Degrés de la hiérarchie	Cadre F	Cadre N
1	1	1
3	1	1
4	2	2

4. Secrétariat permanent du Recrutement

Cadre emplois permanents (122)

Cadre emplois en extinction (22)

Degrés de la hiérarchie	Cadre F	Cadre N	F bilingue	N bilingue	F	N
1	2	2	1	1		
2	6	6	1	1		
3	6	8			9	11
4	10	11				
5	21	24				
6	10	10				2
7	1	1				

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées en application de l'art. 54 al. 2 des L.L.C.

1. Services de la Fonction publique et corps des conseillers de la Fonction publique.

1) Emplois de direction:

1er degré: La répartition est conforme à l'art. 43 § 3 des LLC tant au cadre unilingue qu'au cadre bilingue .

2ème degré: Le cadre organique prévoit de supprimer au départ de leur titulaire 9 emplois de conseiller en informatique qui se situent au 2ème degré de la hiérarchie au cadre unilingue (soit 5 F - 4 N).

Ces 9 emplois en extinction bloquent 9 emplois permanents de conseillers de la Fonction Publique, lesquels font l'objet d'un cadre linguistique distinct.

Il apparaît que les titulaires de ces emplois en informatique sont affectés au Bureau-Conseil dont les missions ont été élargies aux matières informatiques et que ces conseillers en informatique font partie intégrante de ce service institué au Secrétariat Général.(A.R. du 4 avril 1995).

La C.P.C.L. est dès lors d'avis qu'il serait plus cohérent d'intégrer les 9 emplois de conseiller en informatique dans le cadre linguistique distinct des conseillers de la Fonction Publique.

A chaque vacance d'emplois au niveau de ce cadre (22 emplois) il y aura lieu de recruter dans le cadre déficitaire.

Pour le 2ème degré des services de la Fonction Publique il y aurait lieu de supprimer dès lors les 9 emplois en extinction et ses services comprendraient 25 emplois à ce degré.

Le 25^e emploi (impair) empêchant de respecter la parité prévue à l'article 43 des LLC, la CPCL suggère de le neutraliser au niveau du cadre linguistique conformément aux arrêts du Conseil d'Etat n°s 18.786 à 18.788 du 23 février 1978.

En effet aux termes de ces arrêts, lorsque le nombre d'emplois à un degré de la hiérarchie est impair au cadre organique, le Roi ne peut répartir les emplois à ce degré en nombre égal entre les deux cadres linguistiques qu'en faisant abstraction d'un emploi à ce degré et en décidant ainsi implicitement que, n'étant attribué à aucun cadre linguistique et se trouvant en quelque sorte neutralisé du point de vue linguistique, cet emploi devra demeurer vacant jusqu'à la modification éventuelle du cadre organique et à l'adaptation des cadres linguistiques à cette modification.

La C.P.C.L. ne peut dès lors émettre un avis favorable pour le 2ème degré des services de la Fonction publique et du Bureau-Conseil que moyennant les modifications suivantes:

Services de la Fonction publique

degré de la hiérarchie	cadre F	cadre N	F bilingue	N bilingue
2	10	10	2	2

Corps des conseillers de la Fonction publique (22 emplois y compris les 9 emplois de conseiller en informatique en extinction).

Degré de la hiérarchie	cadre F	cadre N	F bilingue	N bilingue
2	9	9	2	2

2) Degrés 3 à 7

Le cadre organique prévoit de supprimer au départ de leur titulaire 4 emplois à savoir: 3 traducteur-réviseur ou traducteur-directeur et 1 chef opérateur-mécanographe ou opérateur-mécanographe.

■ Service d'administration générale (S.A.G.)

Les missions du SAG, concernent des matières relevant de l'étude et de la conception qui couvrent tout le pays (conception, coordination et contrôle de l'exécution des statuts administratifs du personnel; développement et amélioration des statuts pécuniaires; révision des cadres; mise à jour des données sur l'effectif dans le secteur public; organisation de la nouvelle mobilité).

Compte tenu de ce type de mission, le Ministre propose une répartition 50/50 pour les emplois à ces degrés.

■ Institut de formation de l'administration fédérale (anciennement D.G.S.F.)

Les affaires traitées à l'IFA se rapportent à des tâches d'étude et de conception (questions parlementaires, élaboration de la réglementation, appui pédagogique et logistique aux destinataires extérieurs comme la gestion de la tranche d'investissement en formation, les formations proprement dites conçues et organisées par l'IFA avec son propre personnel et/ou des collaborateurs externes, de son initiative et/ou sur demande des destinataires extérieurs).

Compte tenu de ces éléments le ministre propose une répartition égale des emplois entre les cadres linguistiques.

■ Bureau fédéral d'Achats (anciennement Office central des Fournitures) (68 emplois)

Créé en 1923, l'Office central des Fournitures est devenu la branche logistique des administrations et services publics en matériel et en produits tant durables que consommables; les services ministériels fédéraux sont tenus de passer toutes leurs commandes via des marchés organisés par ce service.

Ce service dispose également d'un bureau de vente et de consultation des documents d'adjudication. Ce bureau permet aux firmes intéressées par les marchés publics de consulter les cahiers spéciaux des charges et les plans relatifs à ces marchés.

Depuis la régionalisation et la création des entreprises publiques autonomes, le nombre de clients a cependant diminué. Les services publics autres que les ministères fédéraux sont en effet libres de recourir à ce service.

a) Au 3ème degré, il y a 10 emplois qui sont répartis 50/50.

- 8 emplois répartis à raison de 2 par bureau d'achats, chaque bureau est compétent pour une gamme complète de produits, ceci sur l'ensemble du territoire de la Belgique. La nécessité du dédoublement des niveaux 1 à la tête de chaque B.A. résulte de deux facteurs importants:

1° assurer la continuité du service sous la responsabilité d'un fonctionnaire (niveau 1) en cas d'absence du titulaire;

2° pour que tout client ait un interlocuteur de son régime linguistique à ce niveau;

- Les deux autres emplois de ces rangs sont destinés l'un au responsable de l'informatique l'autre à un adjoint du Directeur général faisant partie tous deux des services généraux.

b) Aux degrés 4 à 7, il y a 54 emplois.

- 18 personnes sont affectées aux Services généraux; elles sont réparties 50/50.
- 36 personnes sont affectées aux bureaux d'achats.

Il convient de faire une distinction entre les agents qui font partie des services généraux et de la logistique pour lesquels la répartition est 50/50 et les agents qui font partie des services opérationnels (ceux-ci s'occupent directement ou indirectement de clients ou de dossiers dans une des deux langues nationales).

Pour ces services la clé de répartition est calculée sur la base du volume de travail en 1995 et 1996, qui couvre 3 domaines:

1) cahiers des charges et procédure d'achats

Le rapport applicable est 50/50.

Cette activité représentant 20% du volume de travail, le calcul est :

$$\begin{array}{cc} \text{N} & \text{F} \\ 50 \times 0,2 = 10 & 50 \times 0,2 = 10 \\ (20\%) & (20\%) \end{array}$$

2) Le nombre de clients

Cette activité comprend l'avis avant achat, les informations données sur les produits et leur promotion, le soutien logistique et le traitement des commandes et des litiges.

<u>Clients fédéraux</u>	<u>1995</u>		<u>1996</u>	
	N	F	N	F
Bruxelles	140	140	169	169
Wallonie		581		630
Flandre	615		656	
Total	755	721	825	799

<u>Autres clients</u>	<u>1995</u>		<u>1996</u>	
	N	F	N	F
Bruxelles	54	137	68	156
Wallonie	1	501		561
Flandre	355		362	1
Total	410	638	430	718

Total général N 755 - 825 - 410 - 430 = 2.420 ou 45,69%
pour 1995 et 1996 F 721 - 799 - 638 - 718 = 2.876 ou 54,30%
5.296

Etant donné ces éléments, ainsi que la proposition 50/50 acceptée et appliquée pour le Comité supérieur de contrôle (avis 27.044 du 30.03.1995 - AR 07.04.1995), il est proposé de retenir la même proposition pour le nouveau service.

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur cette répartition équilibrée des emplois qui appartiennent aux 1er, 3ème et 4ème degrés.

3. Secrétariat permanent du Recrutement (S.P.R.) (122 emplois)

Compte tenu de la spécificité du Secrétariat permanent de recrutement, de son rôle dans la fonction publique belge et de sa transformation en service à gestion séparée avec un comité composé de représentants du Gouvernement fédéral et des entités fédérées, il est opté pour l'établissement d'un cadre linguistique spécifique pour cette administration. (cf. cadres linguistiques précédents avis 26.181 du 29.12.1994 - A.R. 31.01.1995)

1) emplois de direction:

Les emplois du 1er et 2ème degré sont répartis de manière égale entre les 2 rôles linguistiques conformément à l'art. 43 § 3 des LLC, aussi bien pour le cadre unilingue que pour le cadre bilingue (20% de l'effectif global).

2) Degrés 3 à 7

Le cadre organique prévoit de supprimer au départ de leur titulaire 22 emplois (9 F - 13 N) à savoir: 1 traducteur ou traducteur directeur, 5 conseillers-adjoint, 2 commis et 14 conseillers de sélection ou conseillers de selection en chef.

Le Ministre propose une répartition 47,06% F - 52,94% N. Cette répartition est justifiée par le volume de travail qui est plus élevé du côté néerlandophone:

- le nombre de séances d'examen à organiser dans le cadre des concours de recrutement est supérieur du côté néerlandophone, ce qui a pour conséquence un nombre plus élevé de néerlandophones pour assumer la présidence de certains examens oraux, pour élaborer des questionnaires, avoir des contacts et organiser des réunions avec des membres de jurys n'appartenant pas au S.P.R.
- Il y a également un nombre plus élevé de séances d'examen portant sur la connaissance du néerlandais, ce qui nécessite une présidence et un secrétariat néerlandophones.

Compte tenu de la justification fournie, la C.P.C.L. peut marquer son accord sur la répartition proposée au S.P.R.

*

* *

Le présent avis est notifié au ministre de la Fonction publique qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ème alinéa, des lois linguistiques coordonnées, est invité à communiquer à la C.P.C.L., la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 26 juin 1997

Les Secrétaires,

Le président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS